

M. THÜR: La Suède ne fait pas partie du Marché commun. Six pays en font partie.

Le coprésident sénateur CROLL: La Belgique a-t-elle droit de veto?

M. THÜR: Oui.

Le coprésident sénateur CROLL: Chacun des six pays a le droit de veto, alors aucun n'a de responsabilité particulière?

M. THÜR: Ils ne vont pas...

Le coprésident sénateur CROLL: Ils ont dit cela.

Le sénateur THORVALDSON: Au sujet du Marché commun, pourrais-je consigner que l'un des meilleurs écrits que j'aie lu se trouve dans la dernière livraison de «*Round Table*» qui a paru il y a quelques semaines. Il y a en particulier un article de M. Paul-Henri Spaak au sujet de la participation de la Grande-Bretagne qui est le meilleur article que j'aie lu concernant le Marché commun.

M. BOULANGER: Vous avez demandé au témoin quelle était son opinion sur le Marché commun. Cela me donne l'occasion de demander des renseignements de même nature. Comment se pratiquaient le gel des prix et des salaires et le contrôle de l'industrie, durant la dernière année par exemple?

Le coprésident sénateur CROLL: C'est là un problème domestique qu'ils doivent régler.

M. BOULANGER: Il y a des gens dans ce pays qui ont dit plusieurs fois depuis l'an dernier qu'on aurait dû imposer le contrôle de l'industrie ou qu'on aurait dû essayer.

Le coprésident sénateur CROLL: Je n'ai pas entendu beaucoup de gens dire cela.

M. BOULANGER: Moi, j'en ai entendu. Je poserai d'autres questions à ce sujet.

Le sénateur CARTER: Je pense que j'ai mal compris la traduction. J'ai cru comprendre qu'il y avait au moins un point sur lequel vous n'étiez pas d'accord avec le Conseil économique. Si cela est exact, qu'auriez-vous à dire à ce propos?

M. THÜR: Je n'étais pas exactement en désaccord; je pense qu'il y avait un point ou peut-être deux points de faible importance.

Le premier point c'est que le rapport est parfait, mais que peut-être il s'est trop étendu sur la question des prix et ce que je dispute, c'est toutes ces discussions au sujet de l'origine de l'inflation.

Le second point est la position peut-être trop négative qu'ils ont prise face à une politique du revenu. Je suis d'accord avec eux: cela ne serait d'aucun secours actuellement, ni l'an prochain. Mais dans 10 ou 15 ans, c'est différent. C'est une ligne de conduite qu'on devrait discuter et mettre en valeur tant pour l'avenir que pour le passé.

Le sénateur CARTER: Diriez-vous que notre système monétaire actuel est trop périmé pour permettre la distribution massive des richesses fantastiques qu'il est possible de créer aujourd'hui grâce à l'automatisation et à la synchronisation?

M. THÜR: Notre système monétaire—je ne crois pas qu'il y ait de véritables problèmes au sujet de notre système monétaire.

Le sénateur CARTER: Je parle du système, non de la politique monétaire.

M. THÜR: L'argent est un genre d'institution qui se développe selon les besoins. Nous avons eu l'étalon or et ainsi de suite durant 150 ans; ensuite nous avons eu les billets de banque comme second développement; et nous avons aujourd'hui les chèques comme troisième développement. Il y a possibilité d'extension et de changement.